



ISHAKWE-RWANDA FREEDOM MOVEMENT

www.ishakwe.org

rfmishakwe@gmail.com

ALLIANCE DE TRAHISON MACRON-KAGAME

4 juillet 2020

“Il est défendu de tuer ; tout meurtrier est puni, à moins qu'il n'ait tué en grande compagnie, et au son des trompettes”. “Ceux qui peuvent vous faire croire en des absurdités pourront vous faire commettre des atrocités.” Voltaire Essai de 1765 "Questions sur les miracles." Ce sont les mots de François-Marie Arouet (Voltaire), le célèbre écrivain, historien et philosophe français (1694-1778).

Des centaines d'années plus tard, le président Paul Kagame confirme la première citation de Voltaire, en étant le plus grand meurtrier de masse vivant de l'histoire moderne, tandis que le président français Emmanuel Macron remplit la seconde en présidant pour la deuxième fois en 26 ans au déni de justice le plus perfide, en trahissant gravement le peuple Rwandais.

Une cour d'appel a rejeté une demande de réouverture de l'affaire qui a été classée sans suite, dans l'affaire de l'attentat en 1994 contre l'avion dans lequel ont péri le président Habyarimana du Rwanda, un Hutu, et le président Cyprien Ntaryamira du Burundi, également Hutu, et tout leur entourage qui comprenait des citoyens français. L'abattage de l'avion a été orchestré et exécuté par Paul Kagame, alors président du haut commandement de l'Armée patriotique rwandaise (branche militaire du Front patriotique rwandais), Kayumba Nyamwasa (alors directeur des renseignements militaires de Kagame), et d'autres officiers militaires tutsis sous leur commandement. Les architectes de l'attentat contre l'avion sont les mêmes auteurs de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de génocide contre les Hutu en République démocratique du Congo et au Rwanda. Le fait qu'aucun d'entre eux n'a été traduit en justice pour ses crimes, entretient le cycle de l'impunité qui continue de ravager le Rwanda et la région des Grands Lacs.

L'attentat contre l'avion le 6 avril 1994, comme l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand à Sarajevo le 28 juin 1914, a été un déclencheur puissant et historique. Le premier a coûté la vie, comme conséquence

immédiate, à environ 1,5 million de Rwandais, tutsi et hutu, tués lors d'actes de génocides, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

Ces crimes ont été commis par une élite génocidaire du régime MRND de Habyarimana (Hutu) et du régime du FPR de Kagame (Tutsi). La Première Guerre mondiale qui a suivi l'assassinat de Ferdinand a fait 50 à 80 millions de morts. Les griefs nés à la fin de la guerre en 1918, entre autres, ont conduit à la Seconde Guerre mondiale qui a coûté la vie à environ 70 à 85 millions de personnes. L'Holocauste juif, au cours duquel six millions de Juifs ont été tués, a été l'un des pires crimes commis pendant la Seconde Guerre mondiale par l'élite enragée, raciste et génocidaire du troisième Reich d'Adolf Hitler. La France a eu la chance d'avoir des alliés qui l'ont aidée à son heure la plus périlleuse à surmonter l'occupation nazie. Le Rwanda n'a pas eu autant de chance. Deux fois en un quart de siècle, les puissances mondiales ont choisi de se rallier aux régimes génocidaires contre les intérêts du peuple rwandais.

L'holocauste juif et le génocide des Tutsi au Rwanda sont connus et ont été reconnus, enquêtés, poursuivis et punis. Le génocide, les crimes de guerre et les crimes commis par le régime du FPR de Kagame (Tutsi) contre le peuple hutu n'ont pas été reconnus. Les Hutu ne sont même pas autorisés à commémorer leurs morts. Ce n'est que récemment que les États-Unis et le Royaume-Uni, tous deux alliés du régime de Kagame, d'une manière plutôt timide et à demi-mesure, ont publiquement exprimé que les Hutu devraient être inclus parmi les victimes du génocide, contredisant ainsi le récit fallacieux officiel du régime de Kagame lors de l'Assemblée générale des Nations Unies qui a qualifié le génocide commis au Rwanda de crime exclusivement contre les Tutsi.

La France était l'alliée du régime génocidaire Hutu du MRND de Habyarimana. C'est une erreur stratégique et historique que le régime de Kagame a su exploiter pour faire chanter l'élite dirigeante française. Kagame a insensiblement méprisé et brandi une sorte de culpabilité nationale de la France, a nargué tous les présidents français successifs depuis 1994 - François Mitterrand, Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy, François Hollande et Emmanuel Macron - jusqu'à pousser la France à commettre à nouveau une autre erreur historique et fatale en s'alliant au président Kagame et à son régime génocidaire composé d'une minorité Tutsi.

C'est une ironie de l'histoire que la même nation qui a offert au monde des idées suprêmes de liberté, d'égalité et de fraternité générerait également une mentalité raciste qui est au cœur de l'entreprise impériale de la France, puissamment exposée en Indochine, en Algérie et au Rwanda. Dans chacun de ces cas, une idéologie raciste et suprémaciste blanche, la poursuite du pouvoir, le pillage, la cupidité pure et les intérêts géopolitiques ont poussé l'élite dirigeante française à nier les principes mêmes sur lesquels la République française est fondée.

Le président Macron a entraîné la France dans le borborygme d'un acte honteux de l'histoire. Il se leurre s'il croit pouvoir réussir à faire admettre un déni de justice absurde au peuple rwandais et au reste de la communauté internationale. Il a même fait un pas supplémentaire en gratifiant avec un montant de près de 50 millions d'euros le régime de Kagame en guise de cadeau d'anniversaire culte du 4 juillet, officiellement "la date de la libération du pays", en fait la révolution ratée du FPR qui a dangereusement perdu son chemin, comme la Révolution française de 1789. Les deux cadeaux empoisonnés - la fermeture de l'affaire Habyarimana et l'argent de poche - sont des invitations à Kagame et à sa cohorte de meurtriers Tutsi à continuer de commettre des atrocités. Voltaire était prémonitoire.

Le président Macron et l'élite dirigeante française ont de nouveau oublié l'histoire, trahi les Rwandais, abusé de la conscience légitime du peuple français et de la France, et rejoint les rangs des amis d'un régime génocidaire qui déforme l'histoire. La France a choisi de clore un dossier qui est absolument

indispensable pour comprendre l'histoire tragique du Rwanda et construire un pont de vérité entre tous les Rwandais vers un cheminement partagé de justice réparatrice, de guérison et de réconciliation.

Le silence et le consentement de l'Afrique et de la communauté internationale sont scandaleusement troublants, rappelant leur comportement pendant le génocide en 1994.

Pour les Rwandais, l'affaire reste ouverte. La lutte continue jusqu'à ce que toute la vérité soit dite et que justice soit faite. C'est la tâche urgente et importante de tous les Rwandais, Africains, Français et la communauté internationale de s'opposer à l'alliance de trahison Macron-Kagame.

Nous ne devons pas permettre que l'assassinat de deux chefs d'État noirs et 1,5 million de morts noirs au Rwanda soient jetés dans les poubelles d'Emmanuel Macron et de l'élite dirigeante française.

L'histoire aura son temps de rendre son verdict véridique et sévère sur le président Emmanuel Macron et l'élite dirigeante française.

Dr. Theogene Rudasingwa

Président,

Rwanda Freedom Movement-ISHAKWE

Washington DC

Etats Unis d'Amerique

Contact : ngombwa@gmail.com